

Édito

www.prds66.com

2008 s'ouvre par un festival reconnu de tous : «Maghreb, si loin... si proche». A ce titre le colloque du 18 janvier «Médias et discriminations» (ci-dessous) s'annonce passionnant, notamment car il intervient après une longue période de réflexion initiée par les acteurs locaux sur les questions de discriminations.

Le schéma départemental des solidarités initié par le Conseil général, est en cours d'élaboration (p. 2) ; il s'inscrit dans une démarche partenariale, c'est un enjeu primordial dans la mesure où il devra répondre aux défis posés par les problématiques rencontrées sur les différents territoires de notre département.

Depuis le 22 octobre 2007, le PRDS s'est doté d'un site internet. Conçu pour être un véritable espace ressources, contribuez à sa dynamique, en transmettant vos informations, idées, projets en cours, liés au développement social (1800 visites depuis sa création).

Dans quelques jours, vous allez découvrir le programme de formation 2008 du PRDS. S'appuyant sur vos attentes mais aussi sur les évolutions permanentes de l'intervention sociale, nous espérons qu'il contribuera à soutenir l'exercice de votre pratique professionnelle.

La huitième lettre du PRDS s'invite à l'aube d'une nouvelle année. Faisons le vœu qu'elle soit la plus belle possible pour chacun d'entre vous.

Cédric Bourniquel, coordinateur prds

Prochaine Lettre (n°9) > spécial « Territoires »

11^e FESTIVAL DE CINÉMA 2008
Boulevard laïque des Cultures

Maghreb

Si loin... Si proche
programme

Carcassonne
Villes d'Argelès sur Mer, Cabestany et Elne
Arles de Cindraginère
Arles du Cirochi - Institut Jean Vigo
Colindré Saint Paul - Cerdagne
Cité Rencontre de Prades
Coup de Soleil - Aire 66

CARCASSONNE 17 janvier. BANYULS SUR MER 17 janvier
LEZIGNAN 18 janvier. QUILLAN 19 janvier. LIMOUX 20 janvier
CABESTANY 18, 19, 20 janvier. PRADES 21 janvier
ARGELÈS-SUR-MER 22, 23, 25 janvier. PERPIGNAN 24 janvier
ST-PAUL-DE-FENOUILLET 25, 26 janvier. ELNE 26, 27 janvier

Renseignements : 04 68 29 13 61 - www.cinemaginaire.org

Colloque > Médias et discriminations

18 janvier, Cabestany (centre culturel), 9h/17h30

Pour la deuxième année, le Festival Maghreb si loin... si proche, organisé par Cinémaginaire, accueille à Cabestany, un colloque proposé par l'ACSE Languedoc-Roussillon, l'Institut Régional du Travail Social et l'Université de Perpignan.

Ce colloque, autour du thème Médias et Discrimination s'inscrit dans une volonté de formation des acteurs professionnels de différents champs : intervenants sociaux, enseignants, journalistes et tous les professionnels travaillant avec des publics divers.

Ce colloque permettra d'analyser et mettre à distance l'information produite par les médias (presse écrite, radio, télévision, cinéma... mais aussi tous les hypermédias : Internet...) dans une perspective de compréhension des processus engagés dans toutes les formes de discriminations.

Choix des mots, choix des images, choix des journalistes envoyés sur le terrain - reporters de guerre de TF1 - choix des invités " bons clients " censés représenter les jeunes, discours dominant abondamment relayé, amalgames, stigmatisation des quartiers et des jeunes, absence d'autocritique des journalistes. Avec quel impact sur la vision de la société pour le citoyen téléspectateur ? Quel impact sur les habitants des quartiers populaires ?

En savoir plus > irtsperrignan@wanadoo.fr / 04 68 08 20 75
www.cinemaginaire.org / 04 68 29 13 61

Programme (extraits)

9 h. : Accueil

9h45 : Approche socio-historique des discriminations dans le cinéma français, par M. Cade, historien

11 h. : « Banlieues : sous le feu des médias », film de C.E. Del Debbio (2006) suivi d'un débat en présence du réalisateur (deuxième partie du film à 14h.)

15h15 : Table ronde : Construction de l'information au regard de la discrimination

16h45 : Synthèse de la journée par F. Kachouk, juriste spécialiste des discriminations

Depuis la loi du 13 Août 2004, le Conseil général est le chef de file de l'action sociale et médico-sociale. A ce titre, il revient au Conseil général des Pyrénées-Orientales de définir la politique d'action sociale et médico-sociale et de veiller à la cohérence des actions menées sur le territoire départemental par les différents acteurs compétents (Etat, organismes de sécurité sociale, collectivités territoriales, associations) en assurant leur coordination.

Dans ce cadre, un « schéma départemental des Solidarités » est en cours d'élaboration. Son ambition consiste à identifier, avec l'ensemble des acteurs, des problématiques de solidarité dans le département, à analyser dont la manière les institutions, les associations et les habitants eux-mêmes y répondent, et à donner des axes de travail prioritaires pour les cinq ans à venir.

Le Schéma des Solidarités n'est donc pas uniquement le schéma du Conseil général mais bien de tous les acteurs de l'action sociale et médico-sociale des Pyrénées-Orientales.

Il se veut, en outre, une démarche innovante, qui va s'échelonner jusqu'à septembre 2008.

Pour la première fois, l'action sociale va être abordée de façon globale et décloisonnée, le Schéma des Solidarités remplaçant dorénavant les anciens schémas relatifs à une seule catégorie de publics (Personnes handicapées, Enfance Famille, bénéficiaires du RMI, personnes âgées...).

Le schéma des Solidarités s'élabore sous la responsabilité de Mme Lucie Raulin (directrice «Partenariats et vie associative»)

Par ailleurs, la réflexion va être menée au plus près des besoins des populations, à l'échelle des bassins de vie, c'est-à-dire sur chacun des huit territoires d'intervention des Maisons sociales de proximité.

Afin de suivre la dynamique de construction du Schémas des Solidarités, une lettre d'information a été mise en oeuvre, téléchargeable sur www.cg66.fr, lettre dans laquelle la parole sera donnée aux acteurs de l'action sociale et médico-sociale, ainsi qu'aux usagers. Elle sera disponible également sur prds66.com.

> En savoir plus : marie-claire.cervera@cg66.fr

> *Brèves*

A savoir > **Protéger le secret professionnel**

A la suite de l'émoi suscité par le placement en garde à vue, en Juillet 2007, d'une assistante de service social de Belfort qui refusait de décliner à la police l'identité d'une personne sans titre de séjour, l'association nationale des assistants de service social (ANAS) met en ligne une note technique destinée aux travailleurs sociaux, intitulée « Comment concilier témoignage et obligation de secret professionnel ? »

En ligne sur prds66.com

A découvrir > **Cité nationale de l'histoire de l'immigration**



Abouissement d'un projet lancé à la fin années 80, la Cité nationale de l'histoire de l'immigration a ouvert ses portes à Paris.

Chargé de rassembler, sauvegarder, mettre en valeur et rendre accessibles les éléments relatifs à l'histoire de l'immigration en France, notamment depuis le XIXème siècle, la Cité de l'immigration veut d'une part « faire admettre comme patrimoine commun ce phénomène indissociable de la construction de la France qu'est l'histoire de l'immigration » et d'autre part, mettre le public et les habitants au cœur de son projet.

Elle propose un parcours permanent, des collections et une « galerie des dons », recueillis dans le cadre d'un appel à collecte.

Des ressources documentaires sont également accessibles en ligne (www.histoire.immigration.fr) et un web-magazine est édité (www.alterites.com).

En savoir plus > www.histoire.immigration.fr

Avis > **Conseil national des villes**

Deux avis du Conseil national des villes sont parus, l'un sur la première étape de mise en oeuvre des CUCS (Contrat urbain de cohésion sociale), l'autre sur la dotation de solidarité urbaine et de cohésion sociale.

En savoir plus > www.ville.gouv.fr

Toutes les infos sur notre site internet :

www.prds66.com

> *Appels à projets*

Enfance et arts

La Fondation de France lance un appel à projets favorisant l'ouverture des enfants au monde par l'art et la pratique artistiques. Les projets, destinés aux enfants de 6 à 12 ans, doivent s'adresser prioritairement à « ceux dont l'environnement familial, social ou culturel ne leur permet pas un accès à l'art ».

Cet appel est réservé aux organismes à but non lucratif. La date-limite d'envoi des dossiers papier est le 4 Février 2008.

En savoir plus > www.fondationdefrance.org

Maladies psychiques

Pour la cinquième année consécutive, un appel à projets « Maladies psychiques et vie sociale des personnes adultes » est lancé pour soutenir et valoriser les initiatives innovantes de prise en charge et d'accompagnement, dans la cité, des adultes atteints de troubles psychiques. Ces projets associent autant que possible les usagers et leur famille.

La Fondation de France souhaite soutenir des projets s'appuyant concrètement sur un travail d'accompagnement concerté entre le médical, le social et le médico-social. Les initiatives concernées sont :

- > des projets de lieux de vie, d'hébergement et de logement adapté,
- > des projets d'insertion professionnelle,
- > des projets proposant un soutien aux familles et aux aidants.

Cet appel à projets s'adresse aux associations, aux équipes soignantes, médicales, médico-sociales et aux collectivités locales. La date-limite d'envoi des dossiers papier est le 15 Mars 2008.

En savoir plus > www.fondationdefrance.org

Programme URBACT II (Europe)

La Commission européenne a lancé, le 6 novembre dernier, le premier appel à projet pour le programme européen Urbact II. Ouvert à l'ensemble des villes des 27 Etats membres, ce programme vise au partage d'expériences entre villes européennes sur l'ensemble des thématiques urbaines. Plus d'une quarantaine de réseaux thématiques et une quinzaine de groupes de travail seront mis en place, auxquels pourront participer les Etats membres, les universités et les centres de recherche.

La date-limite d'envoi des dossiers papier est le 1er Mars 2008.

A consulter aussi, l'outil Urbact II Project Ideas, qui permet de visualiser la liste des projets des réseaux proposés par différentes villes européennes ou de soumettre une idée de groupe de travail pour Urbact II.

En savoir plus > www.urbact.eu/fr

> Guides

. **Droit au logement opposable : mode d'emploi**

La loi du 5 Mars 2007 a donné un cadre juridique au droit au logement, qui garantit en 2008 à 6 catégories de personnes prioritaires, un logement digne. Cette brochure éditée par la DGUHC (Ministère du logement) a pour but d'informer le public sur les conditions d'accès et les démarches à suivre pour bénéficier de ce dispositif dans les meilleures conditions.

> Téléchargement du guide sur www.logement.gouv.fr

. **Maîtrise foncière des collectivités territoriales**

Comment maîtriser la consommation et les prix du foncier sur un territoire ? Comment acquérir les terrains nécessaires à la construction d'un équipement public ? Autant de questions que les collectivités locales se posent dans le cadre de l'élaboration et de la mise en œuvre de leur projet de territoire et pour lesquelles des outils juridiques existent. L'ADELS vient d'en réaliser un guide téléchargeable sur internet.

> Téléchargement du guide sur www.adels.org

. **Développement Social Local** (Les cahiers de l'ODAS, Juin 2007).

« Les voies de l'action au service du changement », ce numéro spécial des cahiers de l'ODAS (Observatoire national de l'action sociale décentralisée) est consacré à la façon de repenser les politiques sociales face à des publics plus nombreux et à l'émergence de nouveaux besoins.

> Cahiers téléchargeables sur www.prds66.com

> Nouveau site

. **Réseau Droit des Jeunes**

Création du site Internet du Réseau national pour l'accès aux droits des enfants et des jeunes. Il répertorie et met en ligne des ressources variées relatives à son champ d'action : actes de journées d'études et recherches, outils et fiches-actions (pour développer des animations auprès des jeunes), rapports, guide pour les professionnels, recherches universitaires... Ce réseau, sous statut associatif, a pour objectif de promouvoir et de développer l'accès aux droits des enfants et des jeunes, en mutualisant les outils et expériences existants et en accompagnant les promoteurs et structures désirant développer des lieux d'accès aux droits.

> www.reseaudroitdesjeunes.org

> Rapports

. **Action sanitaire et sociale de proximité** (Rapport parlementaire)

Depuis 2005, plusieurs rapports parlementaires ont porté sur l'action sanitaire et sociale de proximité. Un rapport sénatorial sur les minima sociaux de 2005 décrit ainsi « un système injuste, inefficace et complexe, reflétant une logique institutionnelle cloisonnée ». La Mission d'évaluation et de contrôle des lois de financement de la Sécurité sociale incite pour sa part, dans un document de février 2007, « les départements à déléguer aux maires le pouvoir de coordonner les acteurs locaux de l'action sociale ». En matière d'offre de soins, dans « Comment réduire la fracture territoriale ? », le sénateur Jean-Marc Julhiard recommandait récemment de recenser les besoins en professionnels de santé dans le secteur médico-social et de favoriser l'installation de centres de santé dans les zones sous-médicalisées.

En savoir plus : www.lagazette-sante-social.com

. **Souffrance psychologique...** (Rapport d'étude DRASS Languedoc-Roussillon)

Souffrance psychologique et pathologies mentales des personnes accueillies en centre d'hébergement sociaux : analyse de la situation en Languedoc-Roussillon et proposition pour une amélioration de la prise en charge. Cette étude, menée par le cabinet « Gré et Médiation » à la demande de la DRASS, permet d'avoir une connaissance fine des situations de souffrance mentale rencontrées et des coopérations mises en place entre structures sociales, médico-sociales et sanitaires.

> En savoir plus : www.languedoc-roussillon.sante.gouv.fr

. **Comprendre l'impact social de l'éducation** (Rapport du Centre pour la recherche et l'innovation dans l'enseignement, OCDE)

L'éducation a un impact bien plus profond sur la vie des individus que ne le suggèrent certains indicateurs comme la rémunération professionnelle ou la croissance économique.

Malgré leur importance, ces retombées sociales de l'éducation - telles que l'impact sur la santé - ne sont encore, à l'heure actuelle, ni bien comprises, ni mesurées de façon systématique. Le présent rapport constitue un premier pas vers l'analyse conjointe de certaines évolutions prometteuses en la matière

> En savoir plus : www.oecd.org
(rubrique : Rapports Recherches)

Le programme de formation 2008 du PRDS, alliant journées d'études et actions de professionnalisation, sera en mis en ligne à partir 29 Janvier 2008.

www.prds66.com



Formation > **Lutte contre les discriminations : une action innovante**

L'ACSE a mis en place, en étroite collaboration avec l'éducation nationale et le PRDS, une « formation à la prévention et à la lutte contre les discriminations et à la gestion de la diversité culturelle dans l'éducation ». Elle s'adresse aux enseignants et acteurs sociaux des territoires Saint-Martin et Bas Vernet de Perpignan.

C'est une démarche volontaire de l'Education nationale et des enseignants pour aborder les questions de discriminations et confronter leurs pratiques avec les acteurs sociaux.

La formation permettra de clarifier les concepts de discriminations (intégration, exclusion, racisme) ; tout en envisageant le croisement des expériences et des points de vues comme source d'enrichissement et d'intelligence collective pour la réflexion et l'élaboration de réponses appropriées aux situations de discrimination. Par ailleurs, la construction d'une réponse locale partenariale pour assurer l'égalité de traitement, prévenir ou lutter contre discriminations, est un objectif annoncé de la formation.

Deux groupes mixtes (2 fois 15 personnes) ont été constitués. La formation a lieu sur 4 journées : 14 janvier, 29 janvier, 4 et 18 février 2008.

Expérimentation > **Formation commune à la prévention de la délinquance**

Dans le cadre de la mise en place, au titre de l'année 2007, d'un projet expérimental de formation pluri-professionnelle à la prévention de la délinquance des agents du secteur social, éducatif et des forces de sécurité, un programme d'intervention de l'action conduite dans les Pyrénées-Orientales a été élaboré par un groupe de travail constitué entre les responsables des centres de formation agréés au niveau départemental (Institut régional du travail social de Perpignan, Centre de formation de la police, Institut universitaire de formation des maîtres).

Deux territoires ont été déterminés afin de mener ce projet : Prades et Perpignan. Trois phases principales ont été identifiées :

> Repérage des problématiques territoriales en vue de l'élaboration d'un état des lieux didactique et opérationnel (ce travail a été mené par Géraud Dudoit, sociologue).

> Organisation de journées de sensibilisation auprès de l'ensemble des acteurs de la prévention de la délinquance ;

> Programmation de formation-action destinées aux cadres intermédiaires afin de promouvoir des pratiques partagées d'intervention.

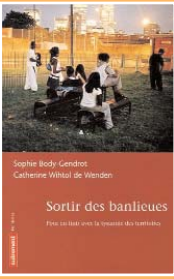
La phase de sensibilisation, a rassemblé 82 personnes sur Perpignan et 68 sur Prades. Acteurs sociaux, enseignants, gendarmes, policiers, associations, ont pu appréhender les méthodologies d'intervention en matière de prévention de la délinquance et de la récidive des différents partenaires potentiels. Par ailleurs une approche socio-politique de la loi du 05 Mars 2007 a été abordée par Dominique Sistach (maître de conférence, juriste et sociologue).

La troisième phase est en cours sur les 2 territoires. Un rapport synthétique des différentes sessions de formation, un état des lieux affiné, ainsi que l'évaluation du projet seront mis en ligne sur le site du PRDS fin Février 2008.

> en savoir plus : prds@wanadoo.fr

> Sortir des banlieues

(S. Body-Gendrot et C. Wihtol de Wenden, Autrement, 2007)



Les deux auteurs, dont la première est spécialiste de la ville américaine et la seconde des questions migratoires, plaident fermement pour une rupture dans la fabrication hexagonale des territoires et dans la poursuite d'une politique de la ville dont " le postulat est que les problèmes de la cité peuvent être résolus à l'intérieur de celle-ci (devenue alors ghetto) ".

Mais la réponse strictement urbaine ou architecturale est insuffisante là où il faudrait prendre en compte la demande des habitants. Si l'attachement à la cité existe souvent, il ne prend corps que si le lieu n'est pas vécu comme un espace clos et fermé. Des témoignages originaux représentent la deuxième ligne de force d'un ouvrage qui rappelle qu'un lieu est fait pour habiter mais aussi pour entrer et sortir.

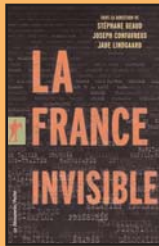
> La France invisible

(S. Béaud, J. Confavreux et J. Lindgaard, La Découverte, 2007)

En France, la proportion de précaires est plus élevée dans le public que dans le privé ; de plus en plus de personnes ne demandent pas les prestations sociales auxquelles elles ont droit ; la plupart des SDF ont une adresse ; la moitié des adolescents qui se suicident sont homosexuels ; les licenciés qui retrouvent un emploi connaissent presque systématiquement une perte de revenu ; les femmes au foyer sont souvent des chômeuses dissimulées ; un ouvrier non qualifié a deux fois plus de risque de décéder avant 60 ans qu'un ingénieur...

La France invisible, ce sont des populations qui, malgré leur nombre, sont masquées, volontairement ou non, par les chiffres, le droit, le discours politique, les représentations médiatiques, les politiques publiques, les études sociologiques, ou se retrouvent enfermées dans des catégorisations dépassées qui occultent leurs conditions d'existence.

Cet ouvrage propose des enquêtes, des portraits, des témoignages et des analyses permettant de mieux comprendre une société de plus en plus aveugle à elle-même. Ce travail d'investigation sociale s'est appuyé sur un dispositif associant étroitement des journalistes et des chercheurs.



> La pratique du travail social avec les groupes

(H. Massa, ASH édition, 2007)

A l'interface des sciences de l'homme, de la modélisation systémique et des techniques sociales, l'ouvrage propose une méthodologie et des techniques adaptées à ce type de pratique. Enrichi d'exemples, il apprivoise avec pertinence une des modalités d'intervention sociale d'intérêt collectif (ISIC) qu'est le travail social avec les groupes.



> Oui à une société avec les jeunes des cités

(J. Bordet, Editions de l'atelier, 2007)



Psychosociologue et chercheuse, l'auteur de ce livre sous-titré Sortir de la spirale sécuritaire montre qu'il est possible d'humaniser le quotidien des quartiers dits " difficiles " en s'appuyant sur les ressources des habitants. La démarche proposée, expérimentée en partie dans 4 communes, implique une ambition collective (famille, école, justice, culture).

> La réforme de la protection de l'enfance

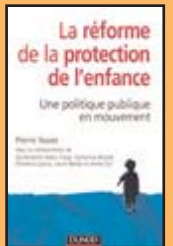
(P. Naves (dir.), Dunod, 2007)

La loi du 05 mars 2007 reformant la protection de l'enfance est un texte fondateur d'évolutions sensibles. Il permet de porter un regard renouvelé sur l'importance sociale des difficultés rencontrées par des milliers d'enfants.

Grâce à cette loi, le Code de l'action sociale et des familles comporte une définition précise de la protection de l'enfance, et met en avant la notion " d'intérêt de l'enfant " qui doit guider toute décision le concernant ". Pour mettre en lumière la cohérence de cette loi, l'ouvrage :

- > Expose les fondements des 40 articles de loi, leur portée concrète mais aussi leurs limites ;
- > Détaille le renouvellement des modalités d'intervention ;
- > Explicite les nouvelles conditions d'intervention des travailleurs sociaux et des autres professionnels de la protection de l'enfance.

Rédigé par des auteurs ayant tous participé à cette réforme, cet ouvrage est à la fois un mémento et un livre de réflexion. De plus, il propose explicitations et mises en perspectives sur l'ensemble des questions importantes qui relèvent également de la protection de l'enfance : le parrainage d'enfants, la création de l'observatoire national de l'enfance en danger (ONED), la professionnalisation des assistants familiaux.



> Ces enfants qu'on sacrifie

(M. Berger, Dunod, 2007)

Deuxième édition revue et enrichie de l'ouvrage choc de Maurice Berger, en réponse à la loi réformant la protection de l'enfance. Le chef de service en psychiatrie de l'enfant au CHU de Saint Etienne déplore une législation gravement insuffisante pour protéger les enfants en danger dans le milieu familial.



> Extension du domaine des rituels (sur quelques rites dans le travail social)

Au-delà des traditionnels rites de passages, le travail social est traversé d'une multitude de rituels qui ne disent pas toujours leurs noms, mais qui imprègnent pourtant fortement les professionnels autant que les usagers.

Handicap physique, doudou, intoxications, école..., ou si l'on préfère : stigmates, objets, pratiques, institutions... Petit tour d'horizons pour débusquer et comprendre les enjeux de formes de ritualités souvent nouvelles, mais s'inscrivant toujours dans notre besoin commun de reconnaissance et d'identification.



en savoir plus : www.lesociographe.org